

Solutions

Gaz russe: «L'embargo total immédiat présente un inconvénient sérieux: c'est un jeu à un coup et un seul»

INTERVIEW. «On peut imaginer la création d'un acheteur européen unique qui plafonnerait d'un tiers ou de moitié la quantité importée par gazoduc de Russie, ou un schéma décentralisé selon lequel chaque Etat membre limite ses importations comme il peut, le souhaite», suggère François Lévêque



François Lévêque
DR

Les faits -

François Lévêque est Professeur d'économie à Mines-Paris PSL. Son ouvrage, *Les entreprises hyperpuissantes. Géants et Titans, la fin du modèle global* (ed. Odile Jacob), a reçu le prix lycéen du livre d'économie 2021.

L'Union européenne ne veut pas d'un embargo total sur le gaz russe. Peut-on imaginer un embargo partiel sur les quantités importées ?

La [dépendance de l'Union Européenne au gaz russe](#), en particulier de certains Etats comme l'Allemagne et [l'Italie](#), est telle qu'un minimum de préparation est nécessaire. Un embargo total immédiat serait une solution aventureuse. Sans préparation, ne serait-ce que pour répartir la pénurie de gaz qu'elle entraînerait, certains secteurs industriels exposés et de nombreux ménages fragiles seraient arbitrairement asphyxiés. L'embargo total immédiat présente un autre inconvénient sérieux : c'est un jeu à un coup et un seul. Une réduction limitée des quantités importées ne présente pas ce défaut. Elle peut n'être qu'une première étape. On peut par exemple imaginer la création d'un acheteur européen unique qui plafonnerait d'un tiers ou de moitié la quantité importée par gazoduc de Russie, ou un schéma décentralisé selon lequel chaque Etat membre limite ses importations comme il peut, le souhaite et y est poussé par son opinion publique.

[Avant la crise ukrainienne, Washington avait \(sans grand succès\) essayé de vendre son gaz à l'Europe](#)

Les Européens pourraient-ils aussi mettre en place un signal prix ?

Oui bien sûr. Un schéma qui est envisagé consiste à taxer spécifiquement les importations russes de gaz. En renchérissant le prix du gaz russe cette mesure aurait pour effet de diminuer les livraisons de [Gazprom](#) et de favoriser le gaz non-taxé venant d'ailleurs. En outre, le produit de la taxe pourrait être reversé à un fonds de solidarité [avec l'Ukraine et les réfugiés](#). Une autre possibilité serait de jouer sur les prix des marchés de gros du gaz, prix sur lequel reposent les recettes de Gazprom, la société d'Etat qui détient le monopole des exportations par gazoduc. Un prix plafond pourrait être introduit. Une telle mesure présente cependant l'inconvénient de réduire indistinctement les recettes des différents exportateurs, y compris donc l'Algérie et la Norvège.

Existe-t-il un autre mode de sanction ?

Il existe un troisième type, la solution du compte séquestre. Les acheteurs, comme [Engie](#) ou [RWE](#), continueraient de payer le gaz russe mais les sommes seraient versées dans un compte spécial et gelées dans l'attente d'une suspension du conflit. Cette solution a été proposée par Yuriy Vitrenko, le président de l'entreprise gazière ukrainienne Naftogaz. Elle est très attractive car l'UE obtiendrait ainsi le gaz sans financer la guerre. Elle l'est évidemment moins pour Gazprom qui pourrait alors préférer stopper ses exportations vers l'Europe mais il lui reviendrait alors de fermer le robinet en stoppant ses livraisons alors qu'une proposition de bonne foi était sur la table, et aussi de dénouer les contrats gaziers de long terme. Gazprom pourrait aussi être incité

à accepter cette solution si l'Union propose que le prix d'achat du gaz séquestré soit plus élevé. Soulignons, enfin, une mesure indirecte de réduction des importations de gaz russe : l'efficacité et la [sobriété énergétiques](#). Réduire sa consommation d'énergie même sans être équipé d'une gazinière ou d'un chauffage à gaz, même en habitant un pays où domine la production d'électricité nucléaire aboutit bien in fine à réduire les importations de gaz russe car l'Europe de l'électricité est interconnectée.